



Entretien paru dans la revue [Eléments](#), le 8 avril 2024, propos recueillis par Daoud Boughezala

Les risques d'embrassement au Moyen-Orient sont plus élevés que jamais. Offensive dans la bande de Gaza, tensions à la frontière israélo-libanaise, jeu de puissance entre sunnites et chiites, rapprochement des Saoudiens et des Russes, renforcement de l'Iran, etc. Rien ne manque pour transformer la poudrière en pétaudière. Spécialiste du Proche-Orient, Fabrice Balanche nous fournit des clefs d'analyse. Maître de conférences en géographie à l'Université Lyon 2, il a reçu le prix Conflits pour son dernier essai [« Les leçons de la crise syrienne »](#) (Odile Jacob, 2024).

ÉLÉMENTS : Depuis les massacres perpétrés par le Hamas du 7 octobre 2023, Israël multiplie les frappes aériennes en Syrie, au Liban tout en poursuivant son offensive terrestre dans la bande de Gaza. Que cherche l'État hébreu ?

FABRICE BALANCHE. Si Israël ne va sans doute pas jusqu'à bombarder l'Iran, il a le Hezbollah dans sa ligne de mire. Le mouvement chiite libanais pointe des milliers de missiles sur Israël et a les moyens de lancer une opération terrestre contre le nord de l'État hébreu. Or, les Israéliens voulant à tout prix éviter une surprise comme le 7 octobre, ils n'attendent qu'une réaction du Hezbollah pour pouvoir frapper au Liban. De ce point de vue, l'attaque reste la meilleure des défenses. Car si une pluie de missiles s'abattait sur le Hezbollah et ses infrastructures, les miliciens chiites auraient ensuite du mal à s'élancer à l'assaut de la Galilée. Mais une offensive terrestre de l'armée israélienne au Liban semble exclue. En juillet 2006, l'infanterie israélienne engagée au Liban s'était enlisée.



Fabrice Balanche, 2005.

Je prévois plutôt des frappes sur le Liban accompagnées d'un déploiement de Tsahal sur la bordure nord pour empêcher toute contre-attaque du Hezbollah. Israël demande l'application réelle de la résolution 1701 du conseil de sécurité de l'ONU, qui avait mis fin à la guerre de 2006, imposant que le Hezbollah se retire au nord du fleuve Litani, soit à une vingtaine de km de la frontière israélo-libanaise. L'État hébreu souhaite que le Sud-Liban redevienne la zone de sécurité qu'il était jusqu'en 2000 mais sans l'occuper.

ÉLÉMENTS : Est-ce pour pousser le Hezbollah à la faute que Tsahal a bombardé le consulat iranien à Damas le 1^{er} avril ?

FABRICE BALANCHE. L'objectif était double : éliminer quelques généraux des Gardiens de la Révolution iraniens et provoquer une escalade. Frapper ce consulat revenait à frapper le

territoire iranien, ce qui représente une humiliation pour Téhéran et le régime de Damas, incapables de contrecarrer ce raid. Même la Russie n'a pu empêcher les Israéliens de bombarder. Jusqu'à présent, Israël prévenait les Russes avant de violer l'espace aérien syrien, ce qui n'a pas été le cas ici, car Moscou n'y aurait jamais consenti. Cela explique la vigueur de la réaction de Vladimir Poutine qui a immédiatement demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU.

ÉLÉMENTS : Cette stratégie de la tension rappelle le jusqu'au-boutisme des néoconservateurs américains. Au lendemain du 11 septembre 2001, ceux-ci entendaient remodeler l'ensemble du Moyen-Orient. De la même manière, après le traumatisme du 7 octobre, les ultranationalistes israéliens alliés de Benjamin Netanyahu souhaitent-ils l'embrassement de la région ?

FABRICE BALANCHE. Il est certain que les faucons ont pris le dessus au sein du gouvernement et de l'état-major israéliens. Mais une différence de taille existe entre les deux situations : les États-Unis sont protégés par deux océans et le risque d'une agression en provenance du Canada ou du Mexique est négligeable. De son côté, Israël a des voisins plutôt belliqueux. L'État hébreu possède donc davantage de raisons objectives d'attaquer, car cela reste sa meilleure défense. Alors que les néoconservateurs américains voulaient imposer la démocratie en Irak en pensant que cela ferait boule de neige dans l'ensemble de la région, les Israéliens souhaitent simplement anéantir les capacités offensives de leurs ennemis.

ÉLÉMENTS : Outre une hécatombe et la ruine du pays, quelles seraient les conséquences politiques d'une nouvelle guerre d'Israël au Liban ?

FABRICE BALANCHE. Dans le cas d'une destruction du pays par Israël, à la différence de 2006, ni les pays du Golfe ni le Hezbollah ne paieraient la reconstruction. La popularité du Hezbollah étant au plus bas en raison de la crise financière et des blocages politiques tous azimuts, l'équilibre des forces pourrait alors changer au Liban. Il faut dire que le Hezbollah a tellement perdu de sa superbe qu'il a dû accepter de définir la frontière maritime avec Israël, en octobre 2022, afin que le Liban puisse exploiter les champs gaziers offshore. Cette concession signifiait quelque part la reconnaissance tacite de l'existence d'Israël, ce qui est une entorse à l'idéologie et aux dogmes hezbollahis. Mais le parti de Dieu n'a pas vraiment eu le choix : en cas de blocage des négociations indirectes avec Israël, la classe politique et la population libanaise l'auraient accusé d'empêcher l'économie nationale de se redresser. Il faut souligner que ces gisements de gaz supposés sont le dernier espoir des Libanais pour sortir du marasme.

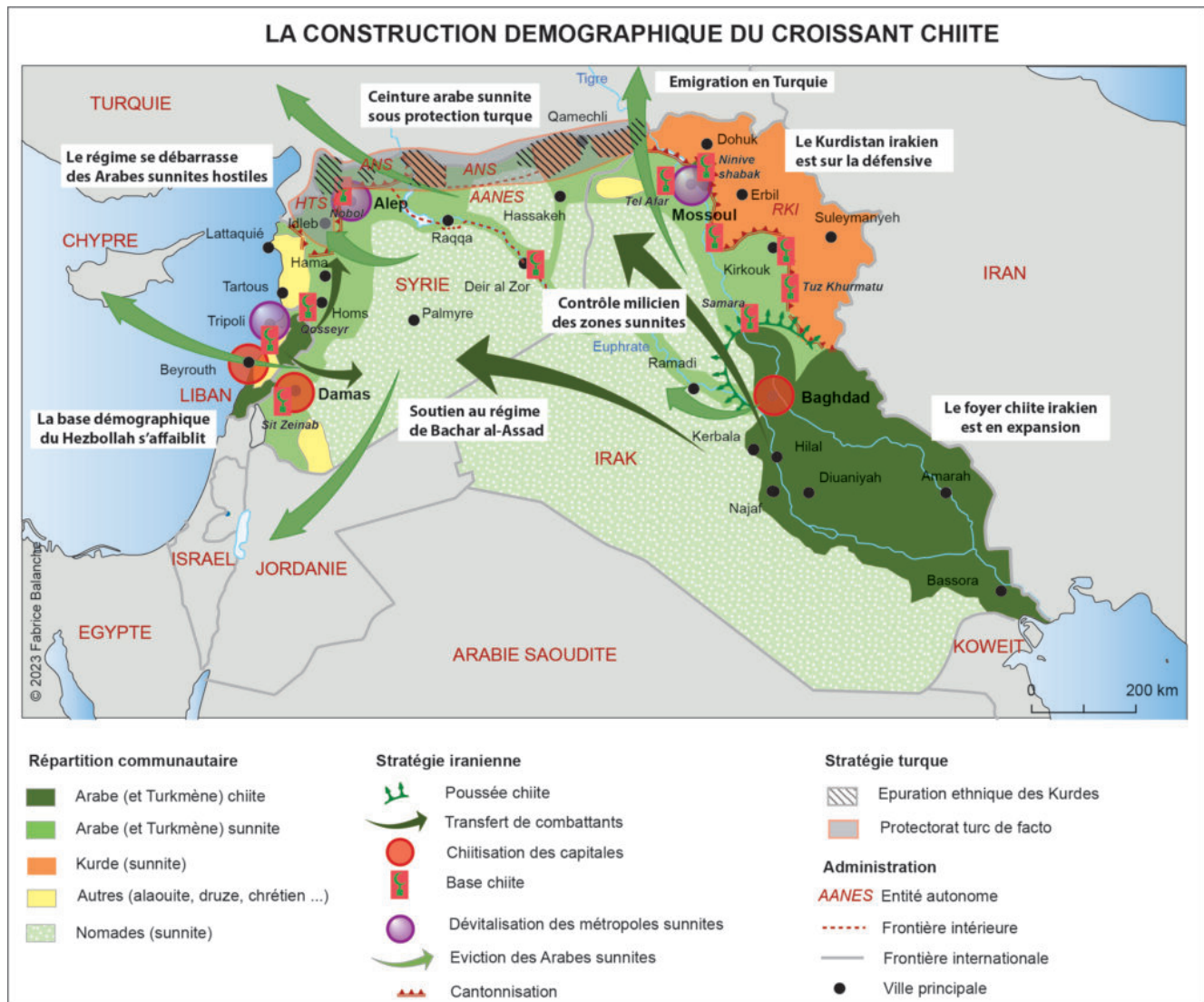
ÉLÉMENTS : La politique du verbe a ses limites. La République islamique d'Iran et le Hezbollah proclament leur solidarité avec les Palestiniens de Gaza sans porter l'estocade. Comment expliquer leur attentisme ?

FABRICE BALANCHE. Les destructions infligées au Hamas dans la bande à Gaza ne sont un drame ni pour l'Iran ni pour le Hezbollah. Si le Hamas se fait hacher menu, les Iraniens n'y verront qu'un juste châtement asséné à un mouvement qui les a trahis en 2011. Pendant les révoltes arabes, le Hamas avait en effet soutenu l'opposition syrienne avant de quitter Damas pour Doha. Même si son chef Yahya Sinwar s'est rapproché de Téhéran depuis, le Hamas reste un allié stratégique – et non idéologique – du régime iranien. Pour les Iraniens, un groupe arabe sunnite comme le Hamas est quantité négligeable.

Au sein de l'« axe de la Résistance » à Israël, il y a d'ailleurs de la concurrence entre le Hezbollah et le Hamas, le premier voulant demeurer le fer de lance du front anti-israélien, alors que le second lui vole la vedette depuis le 7 octobre.

ÉLÉMENTS : Un clivage confessionnel chiites/sunnites oppose également Hamas et Hezbollah. Comme le dénonçait le roi de Jordanie il y a déjà vingt ans, existe-t-il un arc chiite dominant le Proche-Orient ?

FABRICE BALANCHE. Absolument. Liban, Syrie et Irak font partie du croissant chiite contrôlé par les Iraniens. Ici, la stratégie géopolitique – maintenir un corridor vers la Méditerranée – se double d'une tactique confessionnelle qui vise à placer les chiites à la tête de ces trois pays.



L a c o n s t r u c t i o n d é m o g r a p h i q u e

e du croissant chiite, Fabrice Balanche 2023

Cela dit, cet axe compte un maillon faible : la Syrie, dont la population est majoritairement sunnite. C'est aussi pour cela que le régime d'Assad a poussé au départ plusieurs millions de sunnites pour renforcer son pilier alaouite. Des bases chiites sont créées en Syrie : Assad tient et quadrille le territoire grâce à l'appui de 50 000 miliciens chiites, essentiellement irakiens, fournis par l'Iran. La démographie est d'ailleurs l'une des clés du contrôle de la région par Téhéran qui puise dans le réservoir irakien constitué de 26 millions de chiites (sur 42 millions d'habitants). Dans l'espace que forment l'Iran, l'Irak et la Syrie, les partisans d'Ali sont devenus les plus nombreux grâce à une démographie très soutenue en Irak et à l'expulsion de plusieurs millions de sunnites syriens vers la Turquie, la Jordanie et ailleurs.

ÉLÉMENTS : Cet axe chiite et son allié russe sont la cible du djihadisme sunnite. Les attentats de masse que l'« État islamique Khorasan » a perpétrés cette année à Téhéran, puis Moscou l'ont montré. Pris entre ses ennemis djihadiste et occidentaux, ce croissant n'est-il pas un colosse aux pieds d'argile ?

FABRICE BALANCHE. Quoi qu'en dise la propagande iranienne, le djihadisme sunnite ne constitue pas un danger existentiel pour l'axe chiite. D'une certaine manière, il sert même les intérêts de l'Iran, notamment pour maintenir la famille chiite arabe de son côté. C'est très net en Irak où la menace Daech a poussé les chiites à se précipiter dans les bras de l'Iran en 2014.

Jusqu'à un certain point, quelques attentats djihadistes ponctuels permettent enfin de faire apparaître l'Iran comme un moindre mal aux yeux des opinions publiques occidentales. Les Français savent par exemple que le massacre du Bataclan est l'œuvre de Daech, pas du Hezbollah.

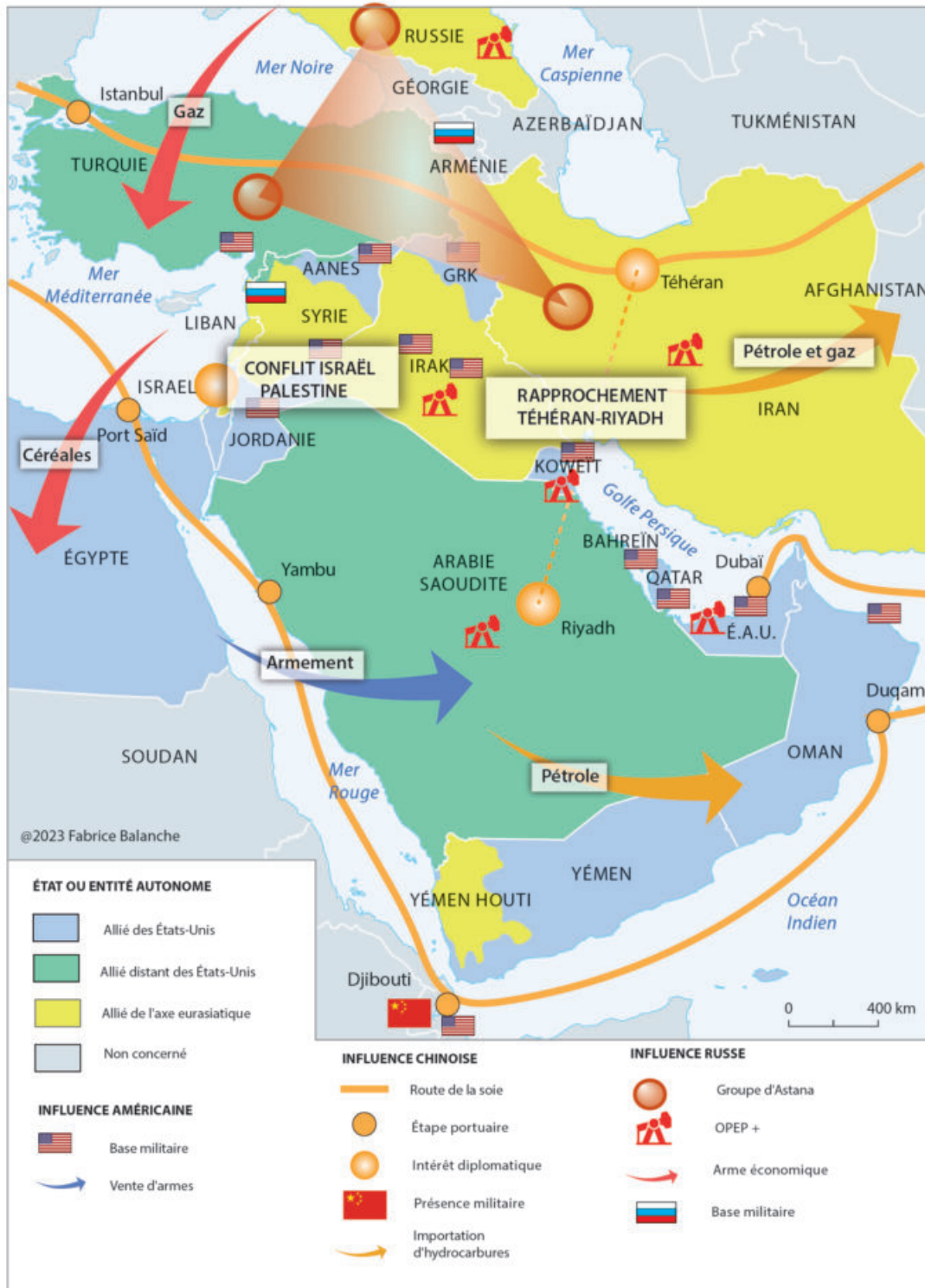
ÉLÉMENTS : Ce paysage géopolitique semble totalement chaotique. Depuis que les États-Unis se sont progressivement retirés du Moyen-Orient pour se tourner vers l'Asie-Pacifique, qui domine la région ?

FABRICE BALANCHE. Le retrait américain est assez progressif, ce qui laisse le temps aux autres puissances d'occuper le terrain abandonné. Le Liban, la Syrie et l'Irak appartiennent clairement à la sphère iranienne désormais. En ce moment, Téhéran fait d'ailleurs pression pour que les troupes américaines quittent l'Irak et l'est de la Syrie. Les milices chiites les harcèlent en bombardant leur base. Cela entraîne des représailles américaines sur les dirigeants irakiens de ces milices, donnant ainsi un prétexte aux pro-Iraniens pour exiger leur départ. Le gouvernement irakien, proche de Téhéran, a de plein droit demandé, en janvier 2024, la fin de la présence de la Coalition internationale contre l'État islamique. Or, si l'armée américaine déserte l'Irak, ses besoins logistiques lui feront aussi quitter la Syrie. Ce départ va également profiter aux Turcs qui avancent leurs pions dans le nord de la Syrie et de l'Irak. Dans ce dernier pays, les sunnites sont abandonnés, les États du Golfe s'étant désengagés de l'Irak, ce qui redouble le danger d'une régénérescence djihadiste de type Daech.

Dans une certaine mesure, les Russes bénéficient aussi de la situation syrienne en vertu de leur accord avec l'Iran. Mais la guerre en Ukraine limite leur capacité de projection, laissant les Iraniens se renforcer à leur détriment.

20-LE MOYEN-ORIENT S'ÉMANCIPE DES ÉTATS-UNIS

La bascule vers le pivot eurasiatique



Le Moyen-Orient s'émancipe des États-Unis, Fabrice Balanche 2023

ÉLÉMENTS : Vous ne citez pas l'Arabie saoudite de Mohamed Ben Salman dit MBS. A-t-elle renoncé à toute ambition régionale ?

FABRICE BALANCHE. MBS donne la priorité à ses objectifs intérieurs. Il s'est sans doute résigné à l'existence de deux Yémen : un sunnite au sud et à l'est, et un chiite au nord-ouest, contrôlé par les rebelles houthis. Mais il fallait que ces derniers cessent d'envoyer des missiles sur le royaume. C'est un des aspects de l'accord que l'Arabie saoudite a conclu, au printemps 2023, avec l'Iran sous les auspices de la Chine. En contrepartie de la neutralisation des houthis, Riyad abandonne à Téhéran le Liban, la Syrie et l'Irak. Considérant que les États-Unis n'ont pas respecté le Pacte du Quincy (1945) en les empêchant d'écraser les houthis au Yémen en 2017, les Saoudiens basculent de plus en plus vers l'axe eurasiatique. Ils se sont rapprochés des Russes après avoir observé leur capacité militaire en Syrie. Avec eux, Poutine applique la stratégie de la carotte et du bâton.

ÉLÉMENTS : Comment ?

FABRICE BALANCHE. Si les Saoudiens ne réduisent pas leur production pétrolière pour faire remonter les cours, Poutine menace de faire intervenir les houthis ou autres groupes chiites via l'Iran pour détruire les installations pétrolières saoudiennes. Seule condition, en 2015, pour que le prix du brut hausse durablement, en raison de la baisse des cours liée à l'exploitation massive des hydrocarbures de schiste en Amérique du Nord. S'ils acceptent de restreindre leur extraction, Poutine leur propose une carotte : le partage des bénéfices de la remontée des prix. Pour comprendre l'importance de cette question, il faut rappeler que la Russie est une puissance pétrolière et gazière qui ne peut survivre que si l'or noir dépasse les 60 dollars le baril. Or, en 2014, avant l'intervention russe en Syrie, il s'était installé durablement à moins de 30 dollars et l'économie russe se trouvait au bord de la faillite. Cette stratégie contrecarre les vœux américains. Ainsi, en septembre 2022, lorsque Joe Biden a demandé à MBS d'augmenter sa production de brut, pour compenser l'embargo appliqué à la Russie, ce dernier a refusé. D'une part, il ne veut plus que Washington lui dicte sa politique. D'autre part, il craint la réaction de la Russie et de l'Iran, qui, avec le Yémen, maintiennent une épée de Damoclès au-dessus du royaume.

ÉLÉMENTS : Dans ce jeu de puissances, les pays arabo-musulmans paraissent se soucier comme d'une guigne de la cause palestinienne. Après six mois d'offensive israélienne à Gaza, à quel dénouement peut-on s'attendre ?

FABRICE BALANCHE. Il est probable que les Israéliens poussent les Gazaouis vers l'Égypte. C'est en prévision de ce scénario que les Égyptiens ont construit précipitamment un deuxième mur qui isole 16 km² de territoire égyptien, voisin de la bande de Gaza.



Officiellement, il s'agirait d'une plateforme logistique humanitaire, mais en réalité cela pourrait être plutôt une zone d'accueil pour les Palestiniens. Si ces derniers venaient à être expulsés de Gaza, en l'occurrence de Rafah, ils se retrouveraient bloqués dans ce *no man's land*. Pour éviter que les réfugiés du Soudan ou autre ne se déversent sur notre continent depuis le pays des pharaons, les Européens ont déjà offert 7,4 milliards d'euros au Caire pour les trois années à venir. L'Égypte précise qu'aucun bateau de migrants, depuis 2016, n'a quitté ses côtes. Mais cela pourrait se produire dans le cas d'un départ massif de la population de Gaza : après des mois de disette, d'insécurité, de bombardement et d'absence de perspective d'un retour dans leur foyer détruit, des centaines de milliers de Gazaouis n'aspirent plus qu'à émigrer. L'Égypte pourrait les placer en « résidence surveillée » dans le Sinaï et obtenir ainsi une rente de plusieurs milliards d'euros annuels, en provenance d'Europe. La somme serait bien plus élevée à ce que la Turquie reçoit pour conserver sur son sol les réfugiés syriens, car les Palestiniens possèdent une valeur politique supérieure.

Fabrice Balanche, *Les leçons de la crise syrienne*, Paris, Odile Jacob, 2024.